

SON COMBAT CONTRE L'OCCUPATION FINANCIÈRE

Énarque dissident

Né en Argentine, dans une famille auvergnate, son attachement à la France est d'autant plus grand qu'il résulte d'un choix politique intellectuel et moral, tant de ses parents que de lui-même. **Diplômé de l'ENA, promotion "Jean Jaurès", d'HEC, ancien haut fonctionnaire au ministère de l'Economie et des Finances**, il a représenté la France à Bruxelles et à New York. Il a pu constater "sur place" le fonctionnement de la City et de Wall-Street. **En 1981, il quitte l'administration pour mieux combattre la mondialisation financière et l'oligarchie qui la contrôle.** Fondateur du mouvement Solidarité et Progrès, il a été repoussé hors du marché politique existant, échappant ainsi à la règle du jeu du système.

Militant offensif

Il se bat pour nous libérer de la tutelle financière que nous subissons depuis plus de quarante ans. Il a dénoncé la trahison par François Hollande de son discours du Bourget, ainsi que la politique de privatisation libérale de la droite.

Il s'oppose en 1986 à l'Acte unique et en 1992 au Traité de Maastricht. Ecoeuré par une fausse Europe qui s'est trahie elle-même, "faite par l'argent et pour l'argent, l'Europe de la rigueur et de l'austérité", il entend rétablir une vraie Europe servant la cause de l'humanité et non celle des faux monnayeurs.

Candidat à la présidentielle de 1995, il est alors le seul à dénoncer le "cancer financier qui ronge l'économie" et à prévoir la crise financière à venir.

Candidat à la présidentielle de 2012, il impose dans les débats la nécessité de "couper les banques en deux". C'est pour lui le préalable nécessaire à une reprise en main par l'Etat de la création monétaire et des investissements productifs qui permettra d'organiser une reprise économique en profondeur.

Il continue la bataille en 2013, en mobilisant départements et mairies contre le simulacre de réforme bancaire du gouvernement socialiste.

Il parie sur l'avenir

Il se bat pour une politique répondant au défi du futur. Il exige de rompre avec une économie du court terme fondée sur les services, la finance et le tourisme, pour entreprendre une politique agricole et industrielle tractée par un vecteur scientifique à long terme. Pour lui, c'est le seul moyen de recréer des millions d'emplois qualifiés.

Il défend les énergies à haute densité de flux, comme le nucléaire de 4e génération et surtout, pour demain, la fusion nucléaire. Il formule des propositions pour que la robotique et le numérique échappent à la tutelle de la "finance folle".

Opposé à l'OTAN, il se bat pour une politique internationale cohérente avec cet engagement, fondée sur une entente, une détente et une coopération avec les pays membres des BRICS et tous ceux engagés dans le projet de nouvelle Route de la soie, que lui-même défend depuis plus de 20 ans. Jaurès, de Gaulle et Mendès-France sont ses références pour ce choix fondamental.

L'occupation
financière

Comprendre l'occupation financière
à travers le combat de Jacques Cheminade

La bataille
dans le monde

2017

2016

Finalisation de la mise en place du bail-in par l'UE

2015

- Lance les « Dialogues avec la Nation », émission-débat mensuelle en direct sur internet
- Théâtre et pouvoir : le cas Marie Stuart

2014

- Appelle à boycotter les élections européennes, en demandant de mettre un drapeau Grec dans l'urne.
- Dénonce les racines britanniques du terrorisme international à l'Académie Géopolitique de Paris

2013

La trahison du PS

2013

- 16 septembre : Appelle M. Fabius à démissionner
- Dénonce la mise en place du bail-in par l'Union Européenne
- Débat sur la réforme bancaire avec J.Cheminade, E.Di Méo (PS) et G.Ginesta (UMP)
- Invite Natalia Vitrenko en France pour sensibiliser les parlementaires à la montée de l'extrême droite en Ukraine. Une conférence internet se tiendra dès le lendemain du

Coup D'Etat.

- La pétition de S&P progrès en faveur d'une séparation stricte des métiers de banque obtient l'adhésion de 250 maires et de 2 départements. 200 parlementaires rencontrés par lui et ses proches.

Solidarité & progrès présente 78 candidats aux législatives

Le ministère de l'Intérieur ordonne la saisie de 171 300€ sur le remboursement du compte de campagne

2012

Candidature à l'élection présidentielle

Présente son projet pour Un monde sans la City ni Wall Street, un grand chantier pour demain, remettant l'argent au service du travail, sans le pillage du capital fictif.

2011

- Dénonce l'ingérence étrangère en Syrie.

2010

- J. Cheminade au Niger ou la mission internationale de la France

2009

- 1 million de tracts pour répondre "à la colère qui vient"

2008

- Campagne pour une enquête parlementaire sur la crise financière inspirée de la commission Pecora de Roosevelt. 500 000 tracts distribués dans toute la France.

2005

- Condamne l'euro, appelle à la création d'une banque nationale et d'un nouveau « Franc Polytechnique »

2004

- Appelle à voter "non" à la Constitution Européenne, qui "sert le monde de l'argent".

- Dénonce la loi Perben II comme étant un Patriot Act à la française

2002

- Campagne contre la guerre en Irak

1997

- Publication du rapport « un plan de relance par le crédit productif public »

2008

Crise des subprimes

1999

Abrogation du Glass-Steagall Act Aux Etats-Unis

1996

Jacques Cheminade, fondateur du parti Solidarité & progrès

Le Conseil Constitutionnel invalide les comptes de campagne de 1995

1995

Candidature à l'élection présidentielle

Grâce au soutien de 556 élus, il dénonce le « cancer financier qui ronge l'économie » et met en garde contre une crise financière à venir « dans 10 à 12 ans ». Ses propos dérangeant et sont systématiquement déformés par les médias.

Le CSA annonce que l'égalité du temps de parole a été respectée pour tous, « à l'exception de M. Cheminade » dont le temps de parole aura été inférieur de moitié à celui des autres candidats.

1994

- Soutient la politique de grands travaux de Delors à l'Union Européenne

1989

- Condamne le Plan Delors annonçant la dictature supranationale de l'euro et de la BCE

- Campagne européenne contre « l'acte inique » de 1986

1986

Big bang de Londres

1986

Raid du FBI contre l'organisation politique de Lyndon LaRouche

1984

Création de la Banque Universelle en France

1983

Le FBI enquête sur Jacques Cheminade

1984

- Rencontre avec Lyndon LaRouche

1982

- Création de la Coalition Anti-drogue contre la légalisation et le blanchiment

1981

Démission de l'administration publique

Auparavant « homme de base » représentant le ministère des finances dans les négociations d'adhésion et

d'association à la Communauté européenne puis chef de bureau à la Direction des relations économiques extérieures chargé de notre politique de crédit à l'exportation.

Jacques Cheminade quitte l'administration pour mieux combattre la mondialisation financière et « l'oligarchie des incapables ». Ne voyant pas d'issue dans les partis établis, devient secrétaire général du POE (Parti ouvrier européen), puis de la Fédération pour une nouvelle solidarité.

1977

- Participe au groupe de recherche économiques présidé par Lyndon LaRouche

1972-1977

Attaché puis conseiller commercial de France à New York

En 1972, Jacques Cheminade est nommé au poste de l'expansion économique à New York. C'est là, en suivant le fonctionnement de Wall Street et en voyant se mettre en place un système qui crée de plus en plus d'argent sans contrepartie productive, que se renforcent ses convictions anti-monétaristes.

Le monde qui se met en place après le découplage or/dollar du 15 août 1971 lui apparaît d'emblée comme une jungle livrée à la loi du plus fort et à la folie spéculative.

1969

Diplômé de l'ENA

Jacques Cheminade appartient à la promotion Jean Jaurès de l'ENA, la seule dont la photographie ne figure pas sur les murs de l'Ecole.

1963

Diplômé de l'Ecole des Hautes Etudes Commerciales

Tout en lisant à cette époque essais et oeuvres philosophiques, et participant aux activités des Jeunesses musicales de France, Jacques Cheminade milite pour une Algérie algérienne surmontant les sectarismes religieux et politiques, et s'intéresse à la recherche opérationnelle et à la comptabilité enseignée par des experts avisés.

1973

Loi Pompidou-Giscard

1971

Fin des accords de Bretton-Woods

1960

Naissance des paradis fiscaux autour de la City